



Sud éducation Paris

30 bis, rue des Boulets - 75011 PARIS

T. : 01 44 64 72 61 - sudeducation75@wanadoo.fr

www.sudeducation75.org ■ [@sudeducparis](https://www.instagram.com/sudeducparis) ■ [f](https://www.facebook.com/SudEducationParis) Sud éducation Paris



Non aux dérives autoritaires du Rectorat de Paris contre les enseignant-es qui refusent les évaluations nationales !

Aujourd'hui, dans de nombreuses circonscriptions, les collègues de CP ayant refusé de faire passer les évaluations nationales ou n'en ayant pas fait remonter les résultats, ont été la cible de la campagne d'intimidation du rectorat de Paris et de Blanquer.

Lettres envoyées aux collègues et/ou descentes d'IEN dans les bureaux des chargé-es de direction...le Rectorat de Paris applique servilement les consignes du Ministère de l'éducation nationale, fragilisé par un mouvement de désobéissance qui se diffuse à l'échelle du territoire. Du premier degré au second degré, dans la plupart des départements, des enseignant-es se déclarent en grève parfois reconductible, refusent de faire passer les évaluations, de rentrer les notes sur les livrets, mettent 20 sur 20 aux épreuves du bac blanc ou du brevet, démissionnent de leur fonction de professeur-e principal-e et organisent des happening où sont tournés en ridicule les oukazes ministériels.

Le Ministère a peur ! Dans une lettre du 8 mars, le DRH du MEN, Edouard Geffray menace de sanction pour faute professionnelle les collègues du 1er et 2d degré refusant les évaluations nationales. Il s'appuie sur le décret 2014-940 relatif aux obligations de service des enseignant-es, sur l'article 912-1-1 du code de l'éducation et sur un arrêt du Conseil d'État de 2002 sur la liberté pédagogique. Enfin, il se réfère au décret 84-961 du 25 octobre 1984 sur le conseil de discipline.

Avant même le vote sur la loi dite de l'école de la « confiance » en mai prochain, Blanquer sort la grosse artillerie contre celles et ceux qui ne sont pas au garde-à-vous.

Oui des collègues du premier degré ont refusé et refusent encore d'utiliser les outils qui visent le renforcement du tri social, la domination des élites sur les classes populaires, la transformation de l'école en marchandise et le transfert des données de nos élèves sur les espaces de stockage de Google en Irlande.

Nous refusons de nous laisser intimider ! Certes les menaces du Rectorat de Paris et du Ministère ne sont pas à prendre à la légère et surtout il ne faut pas rester isolé-e. Pour nous protéger, il faut mener collectivement la mobilisation contre les dérives autoritaires de Blanquer !

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des collègues à participer massivement à la grève du 19 mars dans laquelle de nombreuses écoles, collèges, lycées sont engagés sur tout le territoire et à se rendre à l'AG premier degré (même jour, 10h à l'annexe Turbigio de la Bourse du travail).

Les organisations syndicales du premier degré se réunissent vendredi 15 mars pour riposter fermement aux menaces du Rectorat de Paris. Une date d'AG intersyndicale a été proposée le 19 mars à 17h : nous y serons présent-es.

